



Note de synthèse : **Burundi** - Système de Suivi de la Sécurité alimentaire (FSMS septembre 2024)

Contexte et approche méthodologique de l'enquête FSMS

L'enquête FSMS est une des activités de surveillance de l'évolution des indicateurs clés de la sécurité alimentaire dans le temps. Elle est conduite deux fois l'année à travers une collaboration entre le ministère de l'Environnement de l'Agriculture et de l'Elevage (MINEAGRIE) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) au Burundi. Les résultats de cet exercice prévu dans la feuille de route conjointe entre le MINEAGRIE et ses partenaires du domaine d'analyse de la sécurité alimentaire (FAO, PAM, FEWSNET etc.) contribuent fortement à alimenter, à côté des autres sources de données, les analyses périodiques sur la classification de l'insécurité alimentaire aigue IPC

L'enquête nationale de surveillance de la sécurité alimentaire porte périodiquement sur un échantillon représentatif dans 17 provinces rurales du Burundi et 8 zones de moyens d'existence. Depuis 2020, le FSMS a été aligné sur l'échantillon représentatif de 2720 ménages – repères tirés pour l'Enquête Agricole du Burundi (ENAB) à la suite d'une décision d'harmonisation des outils et méthodologie convenue entre le ministère de l'Environnement de l'Agriculture et de l'Elevage (MINEAGRIE) et les partenaires clés œuvrant dans l'appui au système statistique du Ministère.

Les résultats actuels de la sécurité alimentaire se rapportent sur les données de l'enquête FSMS réalisée en septembre 2024 correspondant au dernier mois de la période post récoltes (transition vers la période de soudure d'octobre - décembre).

La collecte des données a été menée par 34 enquêteurs du MINEAGRIE expérimentés et qui ont été formés à cet effet et sous la supervision et coordination des cadres de la DSIEA et du PAM. Les données d'enquêtes- ménages et des groupes de concertation communautaires ont été collectées à l'aide des SMARTPHONES avant d'être transmises au serveur du PAM.

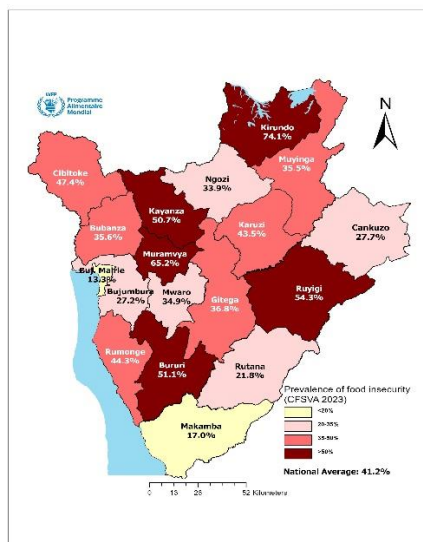
L'équipe RAM du PAM a assuré la formation, la supervision, le nettoyage et l'analyse des données ainsi que la production des tableaux et cartes des indicateurs.

La détermination du niveau de l'insécurité alimentaire des ménages a été faite selon l'Approche consolidée pour la communication des indicateurs de la sécurité alimentaire (CARI) développée

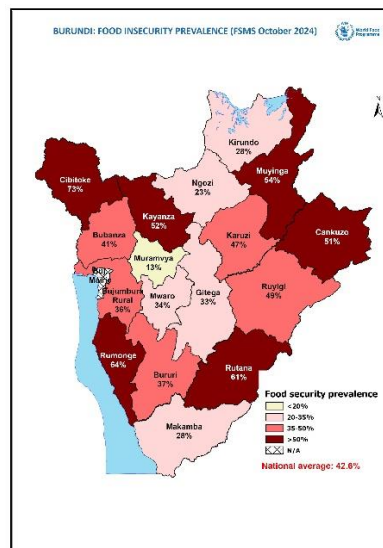
par le PAM à partir d'autres indicateurs composites dont le score de consommation alimentaire, l'indice de stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence et la part des dépenses alimentaires dans les dépenses globales pour finalement conclure sur une classification dans un des quatre niveaux (1-Sécurité Alimentaire, 2-Sécurité Alimentaire Marginale, 3-Insécurité Alimentaire Modérée et enfin 4-Insécurité Alimentaire Sévère)

Où se trouvent les ménages en insécurité alimentaire ?

CFSVA (sept 2023)

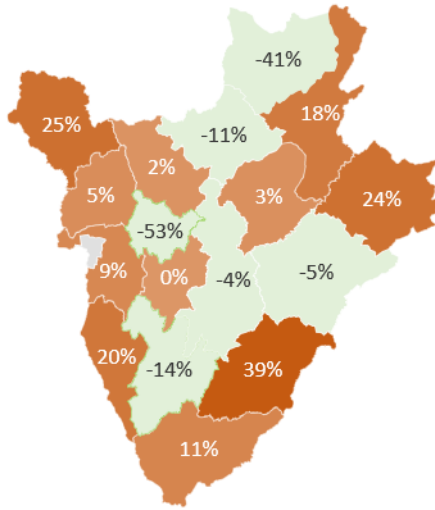


FSMS Avril 2024





Variation insécurité alimentaire 2024/202



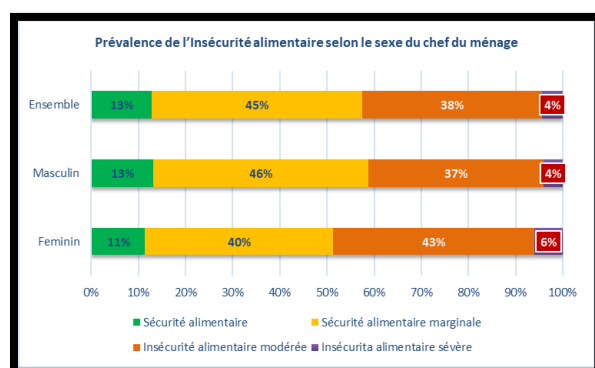
Au niveau national, la prévalence de l'insécurité alimentaire globale est 43% dont 38% de ménages en insécurité alimentaire modérée et 5% de ménages en insécurité alimentaire sévère. Comparé à la même période de 2023, la situation de sécurité alimentaire des ménages est relativement comparable avec une légère augmentation du nombre de personne en insécurité alimentaire de 41% en 2023 à 43% en 2024 (*même si la proportion de personnes en insécurité alimentaire sévère baisse de 8% à 5%*).

L'analyse au niveau régional montre que l'insécurité alimentaire est particulièrement préoccupante notamment dans les provinces de **Cibitoke** (73%), Rutana (61%), Rumonge (64%), **Muyinga** (54%), Cankuzo (51%) et Kayanza (52%). La prévalence de l'insécurité alimentaire dans ces provinces est de plus d'un ménage sur deux. Sur les dix Sept provinces rurales, l'insécurité alimentaire s'est aggravée dans 8 (**Rutana, Cibitoke, Cankuzo, Rumonge, Muyinga, Makamba, Bujumbura et Bubanza**), relativement stationnaire dans 3 (Mwaro, Kayanza, Karusi et Gitega) et a légèrement reculé dans 5 provinces (**Muramvya, Bururi, Kirundo, Ngozi et Ruyigi**).

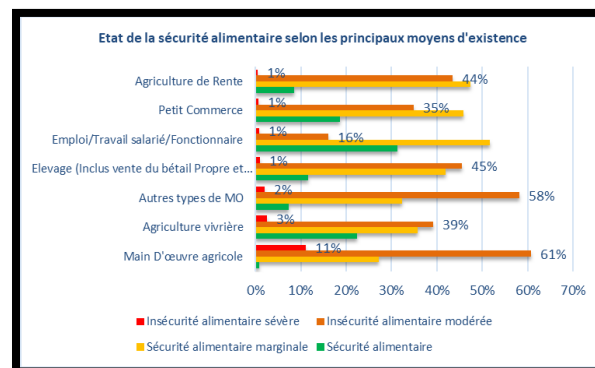
Quelles sont les caractéristiques des ménages affectés par l'insécurité alimentaire ?

L'analyse des données montre que la prévalence de l'insécurité alimentaire chez les ménages dirigés par des femmes (souvent monoparentaux) est relativement plus élevée 49% que chez ceux dirigés par des hommes (41%). En plus des ménages dirigés par les femmes, la prévalence de l'insécurité alimentaire est également prononcée chez les ménages comptant sur les sources de revenus précaires telles que la main d'œuvre agricole (11% en insécurité alimentaire sévère et 61% en insécurité alimentaire modérée) et autre type de main d'œuvre (2% en insécurité alimentaire sévère et 58% en insécurité alimentaire modérée). En revanche, les ménages avec un revenu sûr et plus ou moins consistant et souvent en complément avec celui tiré de l'agriculture (**NB. Hormis le fait que l'enquête FSMS est menée en milieu rural, les résultats des discussions avec les Focus Groups ont montré que l'activité agricole est aujourd'hui pratiquée par la quasi-totalité des ménages y compris les fonctionnaires et les commerçants comme stratégie d'adaptation au contexte d'inflation**) à savoir les fonctionnaires, les commerçants, les éleveurs et ceux pratiquant l'agriculture de rente.

Prévalence de l'Insécurité alimentaire selon le sexe du chef du ménage



Prévalence de l'Insécurité alimentaire selon la source de revenu du ménage



Il y a plus de deux fois d'insécurité alimentaire chez les ménages dont le chef n'a aucun niveau d'instruction (50%) que chez les autres ménages.

Le statut matrimonial du chef de ménage semble également avoir une relation avec l'insécurité alimentaire qui est plus prononcée chez les ménages polygames (52%) que chez les monogames (41%), plus prononcée chez les couples complets (homme-femme) que chez les ménages monoparentaux (57% chez les séparés et divorcés, 49% chez les veufs).



Genre et état des indicateurs de sécurité alimentaire et de contrôle des avoirs

Dynamisme de la sécurité alimentaire et des moyens au sein des ménages selon le sexe du CM				
Variable	Indicateur	Feminin	Masculin	commentaires
Prépondérance enquête selon le sexe CM	Proportion par Sexe CM	18%	82%	Près de 2 ménages sur 10 sont dirigés par des femmes, essentiellement des veuves
Taille moyenne ménage	Nbre de personnes	4	6	La taille des ménages est plus importante chez les ménages dirigés par les hommes
Possession téléphone	Proportion	47%	65%	1,4 fois de tel chez les ménages dirigés par les hommes que dans ceux dirigés par des hommes.
Membres du ménage avec activité productrice (revenu monétaire et non monétaire)	Nbre de personnes	2	2	Pas de différence
Niveau de rémunération MOA	Rémunération journalière	3775	3971	Le taux de rémunération moyenne de la main d'œuvre est légèrement supérieur dans les ménages dirigés par les hommes. NB. Selon les focus groups, la rémunération du travail de MO pour les femmes est inférieure.
Emprunt argent 30 derniers jours	Proportion	31%	29%	Niveau d'endettement quasi identique avec une légère tendance à la hausse chez les femmes
Responsabilité Gestion Budget ménage Qui?	Femme	20%		Au niveau de la gestion du budget global du ménage, la femme assure le contrôle total du budget du ménage dans 20% des cas et au moins associée dans 36% des cas.
	Homme	64%		
	Les Deux	16%		
Responsabilité Gestion budget Alimentaire - Qui?	Femme	49%		Au niveau du contrôle du budget alimentaire la femme assure le contrôle total et exclusif dans 49% des cas et elle est au moins associée dans 85% des cas. <i>NB. Il y a relativement moins d'insécurité alimentaire quand la femme est gestionnaire du budget alimentaire ou associée par rapport à la gestion exclusive</i>
	Homme	15%		
	Les Deux	36%		
Fréquence de repas	Moins d'un repas par jour	7.5%	4.8%	La proportion de ménages avec moins d'un seul repas par jour est 1,5 fois plus importante chez les ménages gérés par les femmes.
Score de consommation alimentaire	Pauvre à limite	48.0%	47.0%	La proportion des ménages avec une consommation pauvre à limite est quasi identique.
Consommation protéines	jamais consommé	6%	4%	L'accès aux nutriments est quasi identique dans les ménages dirigés par les femmes que chez ceux dirigés par les hommes.
Consommation vitamine A	jamais consommé	10%	11%	
Consommation aliments riches en fer	jamais consommé	73%	66%	
Adhésion au mouvement coopératif communautaire	Au moins un membre du ménage	24%	31%	Les ménages dirigés par les hommes ont plus grande participation dans le mouvement associatif à base communautaire (y compris les AVECs) que chez ceux dirigés par les femmes.
Membre d'un AVEDEC (y compris les tontines)	Au moins un membre du ménage	39%	41%	
Possession d'un jardin potager	Oui	15%	17%	Pas de différence significative
Possession d'un élevage	Oui	54%	65%	Il y a un peu plus d'élevage dans les ménages dirigés par les hommes.
Dépenses moyennes par mois	Montant	BIF 283,114	BIF 432,516	Les ménages dirigés par les hommes dépensent jusqu'à 1,5 fois que ceux dirigés par les femmes (NB. Les dépenses sont un proxy des revenus) - fragilité économique accentuée.
Part des dépenses alimentaires	%	70%	66%	La part des dépenses alimentaires dans les dépenses globales est légèrement plus élevée chez les ménages dirigés par les femmes c'est plus de fragilité économique.
Etat de la sécurité Alimentaire selon CARI	En sécurité alimentaire	11%	13%	Il y a jusqu'à 1,2 fois d'insécurité alimentaire dans les ménages dirigés par les femmes.
	En sécurité alimentaire marginale	40%	46%	
	En insécurité alimentaire modérée	43%	37%	
	En insécurité alimentaire sévère	6%	4%	
Couverture des besoins essentiels- MEB	Oui	30%	23%	Il y a relativement plus de ménages qui assurent la couverture des besoins essentiels chez les ménages dirigés par les femmes.
	Non	70%	77%	
Couverture des besoins alimentaires minimums-2100kcal	Oui	52%	44%	
	Non	48%	56%	

Eu égard des indicateurs ci haut, il est clair que les ménages dirigés par les femmes sont du point de vue économique et sécurité alimentaire sont plus fragiles à plusieurs égards, selon l'accès aux actifs productifs et non productifs et selon les indicateurs de la sécurité alimentaire. Cela pouvant

se justifier à priori par le fait que l'essentiel de ces ménages sont monoparentaux (femmes seules soit veuves, séparées ou divorcées élevant les enfants seules).

Malgré cette relative plus grande fragilité, des ménages dirigés par les femmes, traduite entre autres par une plus forte insécurité alimentaire, au niveau de la diversité alimentaire l'enquête FSMS semble montrer une relative meilleure situation dans les ménages dirigés par les femmes que chez ceux dirigés par les hommes. Les ménages dirigés par les femmes sont 1,4 fois mieux dans la diversité alimentaire avec une consommation de plus de 5 groupes d'aliments.

Au niveau du contrôle des ressources, il faut noter que la femme est impliquée dans la gestion du budget familial global dans 36% des cas et dans 85% des cas elle est impliquée dans la gestion du budget dédié à l'alimentation. L'implication de la femme dans la gestion du budget dédié à l'alimentation semble avoir des répercussions positives avec moins d'insécurité alimentaire quand la femme est responsable ou associée dans la gestion du budget alimentaire du ménage soit 37% d'insécurité alimentaire contre 59% d'insécurité alimentaire quand c'est exclusivement l'homme qui assure la gestion. En revanche, l'insécurité alimentaire semble plus importante dans les ménages où la gestion du budget global est exclusivement confiée à la seule responsable femme avec près de 48% de ces ménages affectés par l'insécurité alimentaire contre 38% quand le budget est géré conjointement et 42% quand il est géré exclusivement par l'homme. Alors que les cas de la gestion exclusive des ressources par la femme renferment les ménages des femmes seules (à priori plus fragiles), les cas de gestion des ressources à deux (les conjoints) semble optimale pour garantir la sécurité alimentaire.

Pourquoi ces personnes sont-elles en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité ?

Le niveau d'insécurité alimentaire aigue tel que révélé par l'enquête FSMS de septembre 2024, est une résultante d'une combinaison des facteurs conjoncturels et structurels limitants ;

Les facteurs conjoncturels renferment essentiellement les aléas climatiques (inondations, les pluies excessives, la grêle, les glissements de terrain, etc.), les chocs économiques (l'inflation, la dépréciation de la monnaie, la pénurie du carburant et des autres denrées de première nécessité...), les épidémies (choléra, Mpox) etc.

Des facteurs structurels à leur tour réduisent la capacité de résilience en cas de chocs et faut entre autres noter la pauvreté, la forte dépendance à la terre et à la seule activité agricole (96% déclarent l'agriculture comme la principale activité et 20% n'ont qu'une seule activité) et qui reste dans la plupart des cas archaïque (techniques culturelles très peu modernes et absence d'intensification qui limitent le niveau de productivité).



Quelques facteurs conjoncturels qui ont contribué à la situation actuelle d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité :

□ **Le phénomène El Nino et les effets des changements climatiques:** Les effets du phénomène El Nino combinés aux facteurs de changements climatiques qui se sont traduits par une pluviométrie excessive et la montée des eaux du Lac Tanganyika depuis le dernier trimestre de 2023 jusqu'à la fin du premier semestre de 2024. Ainsi donc les deux grandes saisons culturales de l'année agricole 2023-2024 ont subi un grand préjudice ; L'Étude des impacts socio-économiques du phénomène EL-Nino publié en octobre 2024 par l'INSBU (Institut National de la Statistique du Burundi) et le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), qui s'est concentré sur les localités les plus affectées depuis le début de la saison des pluies en septembre 2023, montre que le phénomène El Niño a occasionné des pluies torrentielles, des inondations, de la grêle, des vents violents et des glissements de terrain au Burundi. Les fortes précipitations ont notamment provoqué la montée des eaux du lac Tanganyika, inondant des vastes zones côtières. En date de mai 2024, on dénombre 297 746 personnes directement affectées par les conséquences de ce phénomène climatique, dont 54% sont des femmes, 47 739 personnes sont déplacées, dont 56% sont des femmes, 13 335 maisons inondées, 11 200 maisons ont été détruites ou endommagées.

D'après l'enquête FSMS, les pluies excessives (inondations, glissement de terrain, grêle, vents violents) ont affecté 42% des ménages du pays (87% à Buragane, 67 % Dépression de l'Est, 55% dans la Plaine de l'Imbo et 66% dans plateaux secs de l'Est) tandis que le déficit hydrique a touché 42% des ménages au niveau national (85% dans les dépressions de l'Est, 47% dans la plaine de l'Imbo et 49% dans Crête Congo Nil).

Les Zones de Moyens d'Existence (ZME) les plus affectées sont la Plaine de l'Imbo, Crête Congo Nil et Plateaux tandis que les Dépression du Nord, Dépression de l'Est et du Buragane seraient les moins affectées.

Au-delà des dégâts directs sur les productions agricoles, les inondations et glissements de terrain enregistrés depuis fin 2023 ont également provoqué la destruction des infrastructures routières avec des conséquences sur la perturbation de l'approvisionnement des marchés.

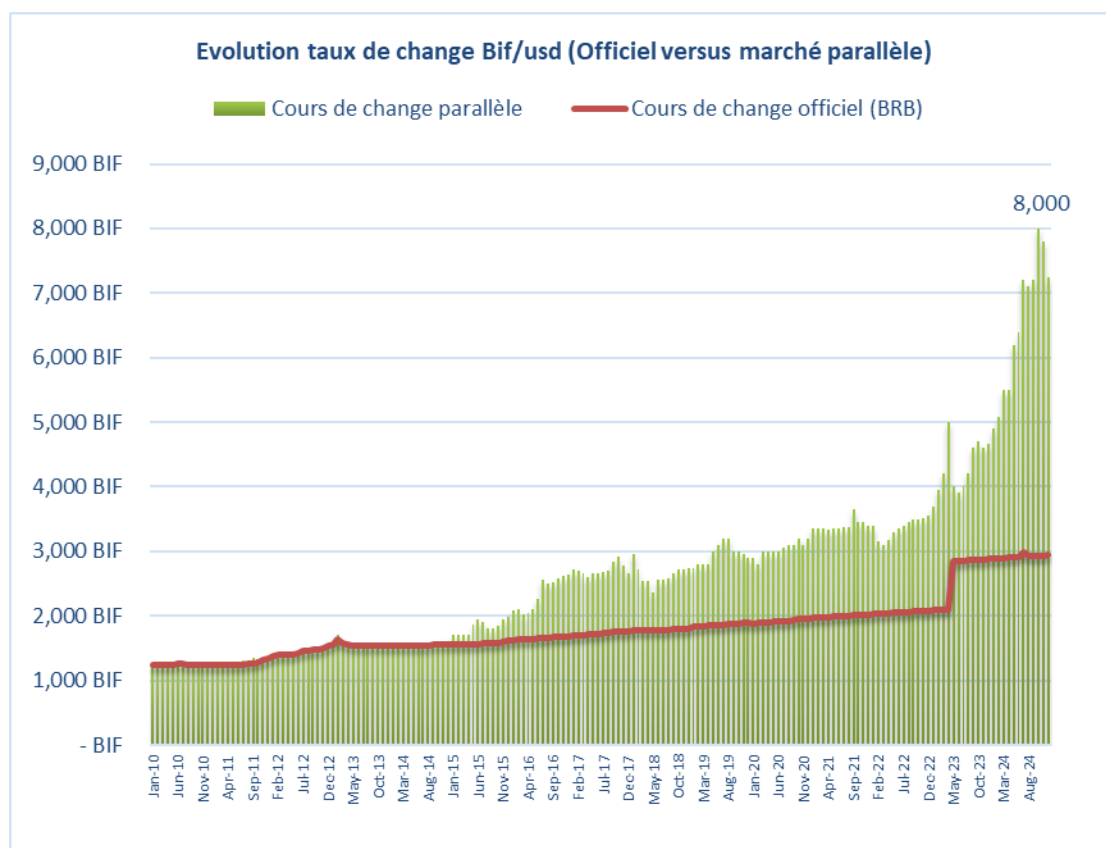
- **Inflation sur les denrées alimentaires :** L'inflation persistante depuis 2022 est pour l'essentiel tirée par celle alimentaire. Selon le bulletin de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) du mois de novembre 2024 publié par l'[INSBU](#), le taux d'inflation annuelle générale s'établit à **+28,8%** et celui des produits alimentaires à **+27,4%**. Si l'autoconsommation reste globalement la principale source des aliments consommés dans les ménages, le marché y contribue à hauteur de 30 à 40%. Cette forte dépendance du marché dans un contexte de forte inflation constitue aujourd'hui la base explicative de la limite dans l'accessibilité alimentaire et par ricochet de l'insécurité alimentaire dans près de 50% des ménages ruraux.

Selon les données du FSMS, au niveau national, 41% des ménages affectent plus de 75% de leurs revenus à l'achat de la nourriture, 18% des ménages affectent entre 65 et 75% de leurs revenus à l'achat de la nourriture contre 22% qui affectent entre 50 et 65% de leurs revenus à l'achat de la nourriture.

Par ailleurs, selon le rapport du groupe de transfert monétaire, le monitoring de l'évolution du coût du panier alimentaire minimum montre qu'en octobre 2024, le coût a augmenté de 288% (BIF 208 350) par rapport à 2018 et de 150% (BIF 106 200) par rapport à octobre 2022.

En définitif, la hausse des prix des denrées alimentaires de base accroît la vulnérabilité à l'insécurité des ménages pauvres et limite leur accès alimentaire.

- Cherté des **devises** et **pénurie carburant**- crise de transport : L'inflation ci haut mentionnée est également alimentée par deux autres phénomènes qui aggravent tout autant l'insécurité alimentaire dans le pays, il s'agit du renchérissement des devises d'importation et de la pénurie du carburant (à côté d'autres denrées essentielles)



- **L'accès insuffisant aux intrants et aux facteurs de production:** Elle est causée par différents facteurs: le faible accès aux intrants de qualité, érosion du sol, le morcèlement continu des terres



en raison de la pression démographique, organisation en coopératives agricoles non encore optimale, etc. Selon les résultats préliminaires de l'ENAB, la production vivrière brute de 2024B ne couvre à peine que 70% des besoins alimentaires.

□ **Epidémies:** Deux grandes épidémies ont marqué la deuxième moitié de l'année 2024 à savoir le Mpox et le choléra dont les plus grands foyers se trouvent dans la zone sur le littoral du Lac Tanganyika.

Le rapport de situation sur l'épidémie de variole de simienne publié en date du 23 novembre 2024 indique que Sur un total de 156 alertes, 22 ont été investiguées, validées et prélevées. Toutes ces alertes sont réparties dans 38/49 districts sanitaires. Le cumul des cas confirmés est de 2216 alors que le nombre des cas confirmés à la date de la publication du rapport de situation est de 20. Vingt (20) nouveaux cas positifs ont été notifiés en date du 23-Novembre-2024. Un cumul de quarante-cinq (45) districts sur les 49 districts sanitaires du pays a rapporté au moins un cas confirmé de Mpox, soit 91.8% des districts.

Selon l'enquête FSMS, 20% des ménages enquêtés ont rapportés avoir été affecté par des cas des maladies humaines touchant les personnes au sein du ménages. La ZME de Hautes Altitude est la plus touchée avec 57% des ménages concernés, 27% dans la ZME de Dépressions du Nord, 25% dans la ZME de Plateaux Humides et 17% dans les plateaux secs de l'Est, et

Estimation du nombre de personnes affectées par l'insécurité alimentaire

Au total 5,684,866 personnes sont en insécurité alimentaire dont près de 594,015 en insécurité alimentaire sévère. Eu égard du descriptif des classes d'insécurité alimentaire (voir tableau ci-dessous), ces personnes ont besoin d'une assistance alimentaire immédiate afin de répondre à leurs besoins alimentaires minimaux.

	Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire marginale	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Prévalence de l'insécurité alimentaire (CARI)	13%	45%	38%	5%
Nombre de personnes	1,604,844	5,555,228	4,691,081	617,248

Description de chaque classe	Ces personnes sont capables de répondre aux besoins alimentaires et non alimentaires essentiels sans s'engager dans des stratégies d'adaptation négatives	Ces personnes ont une consommation alimentaire minimale adéquate sans s'engager dans des stratégies d'adaptation négatives mais elles éprouvent quelques difficultés à effectuer certaines dépenses non alimentaires essentielles	Ces personnes ont un gap de consommation alimentaire important. Elles sont obligées d'engager des stratégies d'adaptation négatives pour répondre aux besoins alimentaires minimaux.	Ces personnes ont un gap de consommation alimentaire extrême. Elles ont perdu leurs moyens d'existence et se sont déjà engagées dans des stratégies d'adaptation négatives pour répondre aux besoins alimentaires minimaux, ce qui justifie la sévérité de leur insécurité alimentaire.
-------------------------------------	--	--	---	--

Perspectives de la sécurité alimentaire

- Les récoltes de la saison culturale 2025Acontribueraient à augmenter les disponibilités alimentaires dans les ménages et sur les marchés à l'exception des localités fortement affectées par les dégâts de pluies excessives à la suite des effets de changements climatiques.
- L'amélioration probable des revenus des ménages ruraux issus de la vente des récoltes de la Saison 2025A
- Le régime pluviométrique normale à tendance excédentaire sauf pour une partie du Bugesera ; risques des dégâts des pluies excessives par endroits et de déficit hydrique dans une partie de Bugesera.
- Poursuite de la mise à l'échelle du programme de protection sociale ((MERANKABANDI) dans tout le pays.
- La persistance de l'inflation et de la dépréciation de la monnaie locale.
- Persistance de la rareté du carburant sur le marché local et le maintien des coûts élevés du transport avec comme conséquence la perturbation des échanges et de l'approvisionnement des marchés).
- La persistance de l'épidémie de choléra et Mpox en particulier sur la zone du littoral du Lac Tanganyika.

Pour plus de détails sur le rapport, veuillez contacter :

Jean MAHWANE – VAM Officer

Jean.mahwane@wfp.org

Eugène NIYUNGEKO – VAM Associate

Eugene.niyungeko@wfp.org



Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage



**World Food
Programme**